



Caen



Le Pays d'Auge du 31 mars 2023



632 mots

Normandie

Lycées sécurisés, un phénomène globalisé

Dès 2017, la région Normandie a mis en place un investissement massif pour la sécurisation des lycées, qui comprend la mise en place d'entrées réglementées et de vidéosurveillance.

Depuis plusieurs années, le lycée Jean Rostand à Caen (Calvados) investit dans la sécurisation de son établissement. Ces investissements passent, entre autres, par l'installation d'une entrée accessible uniquement par badge, ou par la mise en place d'un système de vidéosurveillance aux abords du lycée.

Au niveau normand comme caennais, cette politique est loin d'être une exception, et rentre dans une stratégie globale de la région Normandie.

Plus d'un demi-milliard d'euros en 5 ans

Les deux systèmes de sécurité mentionnés ont été subventionnés par la région. À partir de 2017, la Normandie a mis en place un projet massif d'investissement (à hauteur de 584 millions d'euros) pour la rénovation des 141 lycées publics de la région. De nombreux travaux d'accessibilité et de mise aux normes thermique ont ainsi été réalisés.

Une partie de ce montant a spécifiquement concerné la sécurisation des établissements scolaires. La mise en place du programme fait suite aux attaques terroristes de 2015 sur le territoire français, et du déploiement du plan "Vigipirate Alerte attentat".

La vidéosurveillance plébiscitée

Le principale action du programme est passée par la mise en place de la vidéosurveillance dans les établissements.

En 2017, on a envoyé une lettre à tous les lycées de la région. Après un vote du conseil d'administration dans chacun d'entre eux, ils avaient la liberté de choisir s'ils voulaient installer des caméras.

Bertrand Deniaud, vice-président de la région Normandie, chargé des lycées et de l'éducation.

L'opération a été un franc succès. Aujourd'hui, c'est près d'une centaine de lycées (sur 141) qui sont équipés de caméras. L'essentiel des demandes se sont faites entre 2017 et 2019, mais des installations continuent encore aujourd'hui, comme au lycée Jean Rostand.

Face aux quelques inquiétudes que peuvent générer une surveillance continue, le vice-président se veut rassurant : "On ne filme évidemment pas l'intérieur des lycées, mais seulement leur abords immédiats. On ne filme pas non plus la voie publique."

La vidéosurveillance se veut surtout préventive : "En plus de servir de moyen de preuve, l'objectif est avant tout de dissuader et de rassurer."

La mise à niveau des accès

L'autre impact du plan de sécurisation se situe au niveau des barrières, qui concernent de nombreux établissements. Trois-quarts des lycées publics caennais en sont équipés. Au niveau régional, 89 lycées ont subi une mise à niveau des clôtures, des portails ou du contrôle d'accès.

C'est le cas du lycée Jean Rostand, équipé depuis cinq ans d'un dispositif d'entrée avec badge, financé par la région.

Chaque élève dispose d'une carte pour entrer, les personnes externes au lycée ne peuvent rentrer qu'en sonnant à l'accueil.

Sébastien Duval-Rocher, proviseur du lycée Jean Rostand

Un accès réglementé suivi par de plus en plus d'établissements, et pas que dans le public : "On entre par badge au niveau d'un premier portail, puis au niveau des portes d'entrées" explique une lycéenne de l'institution Sainte-Marie à Caen.

Des lycées veulent rattraper leur retard

Certains établissements ne disposent pas d'entrée par badge, l'ouverture du portail se fait alors à des moments stratégiques, le matin et le soir. Certains lycées ne disposent d'aucune barrière, dans ce cas, "un contrôle visuel est censé se faire à l'accueil" nous explique Bertrand Deniaud. C'est le cas du lycée Malherbe à Caen, dont l'accès n'est pas encore réglementé par des barrières ou une entrée avec badge. Toutefois, suite à l'agression d'une enseignante dans le lycée il y a un peu plus de six mois, l'idée de la mise en place d'un tel dispositif est en réflexion.

Quentin DOS SANTOS MELGAR



Depuis 2017, la région Normandie a débuté un programme pour réhabiliter les lycées normands, notamment au niveau sécuritaire. Maxence GORREGUES